

Le Bureau remarque que certains prix ne sont pas encore payés et ordonne au Secrétaire de remettre à M. Gibb, la somme de £63 19s 6d pour les liquider.

Par rapport aux prix qui n'ont pas été payés il est nécessaire d'observer que la lettre de M. Eckart, du 22 jan., 1855, informe le Bureau que la somme qui fut remise le 27 sept., pour le paiement des prix agricoles, avait été déposée dans le fond commun, et qu'une partie d'icelle avait servi à payer d'autres comptes, principe qu'il est impossible d'admettre et que le Bureau répudie énergiquement. Le Bureau autorise le Président à retirer de M. Dunscomb, Président de la Société d'Agriculture de Québec, la somme de £75, souscription de cette société pour mêler au fonds de l'Exhibition de l'année dernière; laquelle somme, il appert par la lettre de M. Dunscomb du 22 jan., être à la disposition de ce Bureau.

La bonne disposition du Bureau est montrée et sa promptitude à acquiescer à toute chose imprévue raisonnable, par le fait qu'il consent à payer la somme de £1450 pour les bâtisses et les clôtures du terrain, quoique l'estimation n'accorde que £800 pour cela; étant montré d'une manière satisfaisante que la somme estimée est devenue insuffisante, en conséquence de la hausse extraordinaire du prix des matériaux et de la main-d'œuvre.

Malgré que le Bureau soit bien disposé à être libéral sur les comptes du Comité Local il se voit obligé, comme gardien de la bourse agricole du Bas-Canada, de ne pas établir un précédent qui occasionnerait de la confusion à l'avenir dans de pareilles occasions.

Il était tout à fait clair qu'il n'avait jamais été considéré que le Bureau d'Agriculture avec des moyens très limités à sa disposition devrait être responsable des dettes des Comités Locaux, créées sans son autorité ou son consentement, c'est pourquo le Bureau considéra qu'il était prudent de prendre des précautions afin d'éviter toute difficulté et mal-entendu possibles avec le Comité Local de Québec, et en conséquence, avant qu'il sortit une liste de prix ou qu'il y eut aucune dépense faite pour l'Exhibition proposée, il donna à M. Gibb, le Président, un état de ses fonds et de ses recettes et dépenses probables, et obtint son consentement dans cette estimation.

Dans cette estimation le Comité Local fut requis de collecter £600, par souscriptions volontaires et de se tenir à £250 pour

les dépenses contingentes de toutes sortes, y compris le Secrétaire, les Messagers et l'impression.

Quant au Comité Local, le choix des messieurs qui devaient le composer fut laissé à M. Gibb, et il fut formé et entra sous sa charge avec cette estimation sous sa direction.

Sous ces circonstances le Bureau a découvert avec surprise par les comptes rendus, que le Comité Local pendant qu'il était frustré en fournissant le montant qu'il était requis de collecter de £218 3s 4d et auquel le Bureau s'attendait, pouvait être collecté sans difficulté, avait chargé plusieurs sommes pour des prix, dons et autres items pour lesquels il n'avait aucune autorité; que pendant que ses dépenses contingentes de toutes sortes devaient être limitées à £250; ils ont excédé cette somme de £173 1s 5d. £250 ont été accordés au Secrétaire, somme tout à fait disproportionnée aux services requis—et excédant les dépenses encourues par la Chambre du Bureau d'Agriculture pour le salaire de son Secrétaire, de son Assistant-Secrétaire, loyer de l'office, poste et papèterie, pour toutes dépenses pour l'année dernière £48 5s 1d.

2. Résolu:—Quant à la résolution adoptée par le Bureau, ce jour, par rapport aux comptes du Comité Local—que ce qui suit soit envoyé au Président comme l'état des comptes entre le Bureau et le Comité Local:—

Divers items de dépenses des- approuvés se montant à	215	5	0
Balance en main du Comité Local,	3	9	1
Total,	214	14	1
Items ajoutés pas encore reçus, détails et preuves requis,	136	5	10
Total,	350	19	11
Remis par chèque à M. Gibb, pour payer des prix retenus,	63	17	6
Do. pour payer à Vallée contractant,	386	5	10
Ce qui fait un montant, que le Secrétaire du Comité Local réclame de ce Bureau, de	801	3	3

3. Résolu.—Que suivant les résolutions précédentes, le Secrétaire-Trésorier soit chargé d'envoyer à M. Gibb, Président du Comité Local de Québec un chèque pour la somme de £375 3s 4d, et un ordre sur M. Dunscomb, Président de la Société d'Agriculture de Québec, pour la somme de £75.

4. Résolu:—Que le Président soit chargé, de la part de ce Bureau, du règlement final de l'Exhibition de Québec, en 1854.

Le Rapport Annuel au Ministre d'Agriculture, pour l'année 1855, fut lu, approuvé, et il fut ordonné de le transmettre, avec un état des Fonds pour la même période.

R. Watts et James Thompson, écuïers, furent nommés en Comité pour examiner les comptes et les preuves du Secrétaire et Trésorier, et après un examen soigneux d'iceux, ils certifièrent de leur exactitude.

Par ordre du Bureau.

WM. EVANS,  
Secrétaire et Trésorier du B. d'A.

PROGRES DE L'AGRICULTURE.

Nous publions plus bas, un compte-rendu de la dernière assemblée des membres du Bureau d'Agriculture, extrait des journaux du Haut-Canada. Le rapport démontre que nos amis cultivateurs dans la Province Supérieure sont pleinement convaincus de l'importance qu'il y a d'améliorer la pratique agricole et sont bien déterminés à favoriser les améliorations, avec la constance et l'esprit qui sont essentiels au succès, et nécessaires au développement des ressources agricoles de la province. Les cultivateurs de la Province Inférieure ont un égal avantage d'étudier et d'adopter les moyens du progrès agricole et la saison les laisse dans le loisir pour réfléchir sur différentes suggestions qui leur sont faites et pour discuter leur convenance ou l'application de tout moyen nouveau pour le développement de nos ressources. Nous avons déjà annoncé que nos colonnes étaient ouvertes aux communications sur toutes les questions relatives à l'économie agricole et rurale, et nous osons espérer qu'elles seront remplies. La discussion de telles questions à l'ordre du jour et par les sociétés spécialement formées pour leur considération est le meilleur moyen d'éprouver leur valeur et de les faire adopter. Les cultivateurs du vieux monde qui peuvent jeter un regard sur l'état de l'agriculture, il y a 30 ou 40 ans, peuvent nous supporter dans l'assertion que la bonne agriculture était aussi mal comprise dans ce temps là qu'elle l'est maintenant dans le Bas-Canada, et qu'elle aurait probablement continué ainsi à l'être si la compétition n'eut créé la nécessité dans le vieux monde, qu'elle créera tôt ou tard dans les Canadas.